

Quelles réponses face à la dette ?

1 Mise au pas des marchés financiers, reprise du contrôle des banques et de la politique monétaire

- Instaurer un contrôle public démocratique sur les banques et les institutions financières,
- Interdire les relations avec les paradis fiscaux,
- Créer une taxe sur les transactions financières,
- Instaurer un contrôle démocratique de la BCE et de la politique monétaire...



2 Justice fiscale et redistribution

- Supprimer les niches fiscales,
- Augmenter les impôts sur les hauts revenus et les patrimoines,
- Instaurer un taux d'imposition minimum sur les sociétés,
- Lutter contre la fraude et l'évasion fiscale.

Ces mesures redonneront de véritables marges de manœuvre budgétaires et permettront une plus juste redistribution des richesses...



3 Plan de conversion écologique et social

Une croissance matérielle forte est illusoire, sortir de la crise implique :

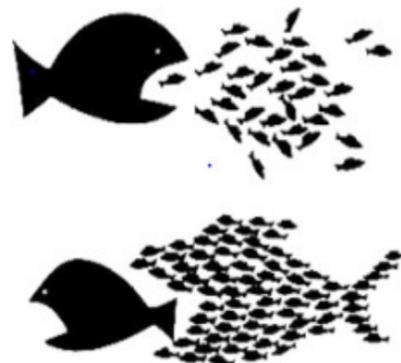
- La relocalisation d'activités,
- Des investissements permettant de faire face aux enjeux écologiques (réchauffement climatique et épuisement des ressources),
- Le développement de services publics (éducation, santé, culture, recherche, etc.) satisfaisant des besoins fondamentaux...



L'audit citoyen : un enjeu démocratique décisif !

Sans les cadeaux fiscaux, sans les taux d'intérêt élevés, sans la crise financière qui a éclaté en 2008, la dette ne représenterait aujourd'hui que 25% du PIB. Le peuple doit donc s'emparer de cette question, comme il l'a fait en 2005, en organisant des **débats publics**, en s'informant, en s'appropriant les données du problème, en **réalisant des audits locaux** (hôpitaux, collectivités locales, logement, etc.), en **interpellant les élus locaux** et les **candidats aux élections**...

Il faudra bien leur faire comprendre que nous ne paierons pas les parties illégitimes de la dette !



REJOIGNEZ LE COLLECTIF LOCAL !

Collectif 13 pour un Audit Citoyen de la dette publique :

Les Alternatifs 13, ATTAC 13, Ballon Rouge, CADTM13, CALME, CGT Educ'action 13, EELV 13, FAL 13, FASE 13, FSU 13, GA 13, GU 13, La Cimade 13, La Marche Mondiale des femmes PACA, LDH 13, NPA 13, PG 13, PCF 13, Partit Occitan, Solidaires 13, Survie 13, UD-CGT 13, VSP13

Pour contacter le collectif : caccontact13@gmail.com

Site Internet : www.audit-citoyen.org

CAC 13 COLLECTIF POUR UN AUDIT CITOYEN DE LA DETTE PUBLIQUE



Pour sortir du piège de la dette
lançons un pavé
dans la mare aux requins !



Assez de fausses évidences !

Pour nous faire peur, nous culpabiliser, nous appeler à la résignation on nous en rebat les oreilles à longueur de journée :

« Le pays est au bord de la faillite ! Nous dépensons trop ! Nous vivons au-dessus de nos moyens ! La dette de l'État est comme celle des ménages ! Chaque habitant est redevable de cette dette ! C'est un fardeau pour les générations futures ! On n'a pas le choix ! Il faut payer ! »

Le rouleau compresseur médiatique est lancé à fond !

Chaque jour des économistes, toujours les mêmes, se succèdent à la radio, à la télévision, dans les grands journaux pour nous convaincre qu'une seule chose est sacrée, indiscutable : **Payer les créanciers ! Payer la dette ! Payer ! Payer ! Payer !**



Et pour cela, les élèves, les malades, les retraités, les salariés, les chômeurs, les jeunes, les mal logés et les sans-logis doivent être sacrifiés !

Assez d'intox sur la dette ! C'est à nous de juger !

D'abord, d'où vient cette dette ? L'avons nous décidée ? A-t-elle été contractée dans l'intérêt général ou au bénéfice d'une minorité déjà privilégiée ? Qui détient les titres de la dette et profite de l'austérité ?

Peut-on diminuer cette dette sans appauvrir la population, les plus pauvres ?



Répondre à ces questions, c'est faire un audit !

En France, en Grèce, en Espagne, au Portugal, des citoyens, des associations, des syndicats, des partis se regroupent dans des Collectifs pour un audit citoyen de la dette publique, pour enquêter sur la dette.

L'audit citoyen, c'est un instrument collectif qui permet de nous réapproprier la démocratie. Il consiste à exercer un contrôle sur les politiques d'emprunts menées par l'État, les Collectivités territoriales, les grandes Entreprises publiques comme les hôpitaux.

L'Audit Citoyen c'est reprendre démocratiquement nos affaires en main ! Lutter contre la désinformation ! Combattre l'austérité !

Les mécanismes de la crise de la dette publique

⇒ Trop de dépenses ?

NON ! Les dépenses publiques (de l'État, des collectivités locales et de la sécurité sociale) ont baissé, passant de 54 % du PIB* en 1995 à 52,5% en 2007.

⇒ Ou pas assez de recettes ?

OUI ! La concurrence fiscale et sociale entre les États se traduit par des baisses d'impôts et de cotisations sociales au profit des entreprises et des plus riches. En 2011, c'est un manque à gagner de 158 milliards pour un déficit public de 110 Mds !

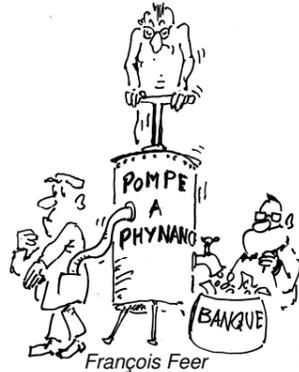
Une dette qui gonfle...

Les plans de sauvetage des banques par l'État et la diminution de l'activité économique provoquée par la crise financière de 2008 l'ont fait exploser.

... mais qui profite à ceux qui la détiennent

Les intérêts cumulés depuis 1979 égalent presque la dette elle-même : les emprunts d'État sont une excellente rente pour les prêteurs.

⇒ L'argent que l'État a cédé aux plus riches par une baisse de leur imposition leur a donc permis de faire des placements qui appauvrissent les États !!!



Les marchés financiers à la manœuvre

La finance a accru considérablement son emprise sur l'économie grâce à la libéralisation de la circulation des capitaux. De plus, depuis le traité de Maastricht, les banques centrales ont l'interdiction de financer directement les États qui doivent trouver prêteurs sur les marchés financiers. Les États peuvent ainsi être soumis aux attaques spéculatives.

La zone euro dans la tempête

L'Union européenne s'est essentiellement bâtie dans la perspective de servir les intérêts des puissances économiques de ce territoire. Il s'agissait de renforcer le marché européen sur le marché mondial, quitte à sacrifier les conditions de vie de ses peuples. L'appartenance à la zone euro n'a pas renforcé la solidarité entre les États européens, mais a exacerbé leur concurrence.

Une potion mortelle qui accroît la dette publique

En tentant de réduire la dépense publique, les plans d'austérité jettent à la rue les plus pauvres, plombent l'activité économique, accroissent le chômage, achèvent de briser la cohésion sociale... et alourdissent la dette. Les dépenses d'avenir (recherche, éducation, politique familiale) se trouvent amputées du nécessaire compromettant ainsi notre capacité à satisfaire les besoins de la population.



La dette : prétexte à une austérité sans limites !

Les gouvernements exigent des peuples, partout en Europe, un peu **plus de sacrifices chaque jour**. Pas un jour sans un discours pour expliquer que nous vivons au-dessus de nos moyens. Comme si les besoins d'éducation, de logement, de santé, de protection sociale étaient satisfaits. Alors que le remboursement des intérêts de la dette est devenu cette année en France le premier poste budgétaire, les plans d'austérité s'empilent pour **compenser trente années de spéculation financière et de cadeaux fiscaux**.



Un hold-up contre la population

Les plans d'austérité imposés en Europe relèvent tous de la même logique : faire **payer la population afin de satisfaire l'appétit des banques, assurances et autres fonds de pensions**. Ces institutions financières dont les gouvernements ont garanti les capitaux et épongé les actifs toxiques en 2008 font aujourd'hui des profits grâce aux intérêts usuraires qu'elles exigent des États les plus fragiles faute de garantie de la Banque Centrale. Ce chantage à la dette est le casse du siècle : **l'ensemble de la population et les biens communs sont pillés**.

La destruction sociale et écologique généralisée

Destruction accélérée du système de santé, des systèmes d'éducation et de formation, du système des retraites et de la protection sociale, du logement social, de l'emploi, de l'environnement et du cadre de vie... Bref, **l'explosion de la précarité et de la misère !**



Un danger pour la démocratie en Europe

L'Europe de la concurrence « libre et non faussée », c'est l'Europe de la finance, pas celle des citoyens. La **Banque Centrale Européenne** fonctionne comme une institution au service des marchés, elle **échappe à tout contrôle démocratique**. Il est grand temps de reprendre le contrôle de nos vies, de reprendre le pouvoir, aujourd'hui aux mains d'une technocratie sans légitimité.

* PIB : Produit Intérieur Brut, somme des richesses produites en un an.